PALESTINE

Brown appelle au gel de la colonisation en Cisjordanie

Le Premier ministre britannique, Gordon Brown, a appelé hier à Bethléem au gel de la colonisation israélienne et annoncé de nouvelles mesures de soutien à l'économie palestinienne.

Il s'agit de sa première visite au Proche-Orient depuis qu'il a succédé à Tony Blair à la tête du gouvernement en juin 2007, après dix années passées à gérer les finances britanniques.

«Nous voulons voir un gel de la colonisation. L'expansion de la colonisation rend la paix plus difficile à atteindre», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse commune à Bethléem avec le président palestinien Mahmoud Abbas. La colonisation «lamine la confiance, aggrave la souffrance des Palestiniens et rend plus difficiles les compromis qu'Israël devra réaliser pour la paix», a insisté M. Brown, qui effectue une visite de deux jours en Israël et en Cisjordanie. Il a aussi insisté sur la «fin de la violence» côté palestinien, en allusion aux tirs de roquettes contre le territoire israélien depuis la bande de Gaza. Côté économie, M. Brown a annoncé «un engagement supplémentaire de 60 millions de dollars, dont 30 que nous donnons en soutien direct au budget, ce qui portera notre aide totale à l'Autorité palestinienne cette année à 175 millions de dollars». La Grande-Bretagne s'est engagée à aider le développement de l'économie palestinienne à hauteur de 500 millions de dollars jusqu'en 2011, a rappelé M. Brown. Arrivé samedi passé en soirée en Israël, il a également rencontré à Bethléem le Premier ministre Salam Fayyad et des hommes d'affaires palestiniens, avant une rencontre en début de soirée avec le Premier ministre israélien Ehud Olmert à Jérusalem.L'économie «a été ravagée pour plusieurs années», a déclaré M. Fayyad lors de cette rencontre. «Notre économie aurait pu être deux fois plus importante sans les conditions des huit dernières années», a-t-il ajouté.M. Brown a, quant à lui, plaidé pour une économie forte afin que «le coût d'un retour à la violence soit si grand et si inacceptable que la grande majorité ne voudra pas avoir affaire à ceux la prêchant». M. Abbas a, de son côté, rappelé que le développement de l'économie palestinienne était étroitement lié «à la liberté de mouvement des biens et des personnes» entravée par les «barrages israéliens, les bouclages et les opérations continues dans les villes et villages palestiniens». hier matin, M. Brown s'est rendu, comme il est de règle pour les dirigeants étrangers, au mémorial de la Shoah de Yad Vashem à Jérusalem.

En septembre dernier, M. Brown avait été l'architecte d'une «feuille de route économique» pour parvenir à la paix au Proche-Orient, considérant qu'une forte croissance économique aussi bien en Cisjordanie que dans la bande de Gaza (sous contrôle du mouvement islamiste Hamas) était indispensable pour réaliser la paix.

En décembre, lors d'une réunion internationale tenue à Paris, la communauté internationale avait promis aux Palestiniens une aide de 7,4 milliards de dollars sur trois ans.

Les interlocuteurs israéliens de M. Brown devraient trouver en lui un partenaire sensible à leurs préoccupations face à la poursuite du programme nucléaire iranien, considéré par Israël comme une menace majeure. M. Brown a effectué avant-hier une visite surprise à Bagdad au cours de laquelle il a annoncé que le contingent britannique en Irak serait encore réduit, en se refusant toutefois à fixer «un calendrier artificiel» de retrait.

Il a ensuite rendu visite aux forces britanniques basées à Bassorah, dans le sud de l'Irak.

ZIMBABWE

L'UA a «bon espoir» qu'un protocole d'accord soit signé aujourd'hui

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Jean Ping, qui a rencontré samedi à Harare le président du Zimbabwe et le chef de l'opposition, a «bon espoir» qu'un protocole d'accord entre les deux parties soit signé lundi, selon la Commission.

«Jean Ping s'est rendu à Harare et a rencontré hier le président Robert Mugabe et le chef de l'opposition Morgan Tsvangirai», chef du Mouvement pour le changement démocratique (MDC), a indiqué dimanche à l'AFP Elghassim Wane, porte-parole de la Commission de l'UA dont le siège est à Addis-Abeba.

Jean Ping «a bon espoir qu'un protocole d'accord, qui définisse les grandes lignes du calendrier et le cadre des pourparlers, soit signé demain (lundi) et que le MDC soit partie prenante, M. Tsvangirai en a fait la promesse», a ajouté M. Wane.

Le MDC avait indiqué samedi que l'opposition politique au Zimbabwe se rapprochait de la signature d'un document qui pourrait ouvrir la voie à des négociations de fond avec le régime de Robert Mugabe.

Le crédit pour l'évolution du MDC, a expliqué son porte-parole Nelson Chamisa, revient à «l'expansion» de l'effort de médiation survenu vendredi à Pretoria, où le médiateur sud-africain Thabo Mbeki a proposé un «groupe de liaison» incluant UA et ONU aux côtés de sa médiation.

Dans une interview dimanche à la BBC, l'ex-chef de l'opposition kényane devenu Premier ministre, Raila Odinga, a, pour sa part, affirmé avoir parlé à M. Tsvangirai la veille au téléphone.

«Il (Tsvangirai) m'a dit que son équipe irait à Pretoria pour ces pourparlers préliminaires. En fonction de l'avancée (des discussions), il est prêt et disposé à rencontrer M. Mugabe à Pretoria», a déclaré M. Odinga sur la BBC.

Le Zimbabwe, en proie depuis des années à une grave crise économique, vit une impasse politique depuis la réélection contestée fin juin, sur fond de violences, du président Mugabe, au pouvoir depuis 28 ans. Pouvoir et opposition se sont dit prêts à un dialogue, sous conditions. Après des contacts préliminaires à Pretoria la semaine dernière, les parties étudient un protocole d'accord fourni par la médiation. Le MDC a appelé à affiner ce document, tandis qu'une faction minoritaire a souligné qu'elle n'avait «pas de problème» avec le document.

CORRUPTION EN ISRAËL

Les avocats d'Olmert réussissent à déstabiliser le témoin-clé

Les avocats du Premier ministre israélien ont réussi hier à affaiblir la déposition du principal témoin à charge dans un scandale de corruption impliquant Ehud Olmert en mettant en lumière ses contradictions.

Cet homme d'affaires juif américain, Morris Talansky, âgé de 75 ans, est apparu fatigué, nerveux, se contredisant dans son témoignage et ayant des trous de mémoire pour la troisième journée de contre-interrogatoire.

Face au feu roulant des avocats de la défense, M. Talansky a admis ne plus se souvenir comment il avait transféré l'argent à M. Olmert, expliquant les contradictions de sa déposition à la police par la pression des enquêteurs qui l'avaient jeté «dans un état de confusion et d'agitation».

«Tout cela est très confus. Je ne me rappelle pas vraiment. Je ne me rappelle pas comment je lui ai donné l'argent», lance-t-il à Eli Zohar, l'un des avocats de M. Olmert qui enchaîne les questions et les vidéos des dépositions du témoin à la police projetées contre un mur.

«Olmert m'a demandé 72 500 dollars. Tous les détails viennent de Shoula Zaken (la secrétaire de M. Olmert, ndlr), comme toujours», poursuit l'homme d'affaires, visiblement agité, le col de sa chemise défait, la cravate lâche.

A plusieurs reprises, il s'arrête, baisse la tête ou se la prend dans les mains. Toute la journée, il ne mangera pas, observant le jeûne d'une fête religieuse.

«Ils vous disent de dire cela !» tempête alors l'avocat. Et de poursuivre : «Peut-être toute l'histoire n'existe-t-elle pas. Toute l'histoire des prêts d'argent à Olmert pour des voyages n'existe pas.»

Talansky hausse le ton : «Je sais que je lui ai prêté de l'argent. Je sais qu'il est parti en voyage.»

Dans une déposition accablante en mai au tribunal, M. Talansky avait affirmé avoir versé à M. Olmert plus de 100 000 dollars en liquide, sous forme d'enveloppes, pendant une quinzaine d'années.

Il avait précisé que 72 500 dollars avaient servi aux campagnes électorales de M. Olmert et 25 000 autres avaient servi à couvrir des frais personnels de vacances à l'étranger. «Ce n'est pas un témoin sur lequel on peut construire un acte d'accusation. Il est vieux, sa mémoire flanche et quand il est soumis à la pression (policière), il fait de fausses déclarations», a déclaré Eli Zohar à l'issue de ce nouveau contre-interrogatoire.

M. Talansky a déjà été soumis à trois séances de questions par les défenseurs de M. Olmert.

Il devra encore se soumettre à cette épreuve aujourd'hui et demain, a-t-on précisé de source judiciaire.

Ehud Olmert a nié toute malversation mais a reconnu avoir reçu des fonds destinés à financer ses campagnes électorales avant sa prise de fonctions comme Premier ministre en janvier 2006, notamment à la mairie de Jérusalem, en 1999 et 2003.

«Il y a eu des contradictions dans les déclarations de mon client. C'est normal, les pressions sont fortes, il est âgé et le dossier porte sur une période de 15 ans, mais ces contradictions ne sont pas sérieuses», a de son côté affirmé hier à la radio publique Jacques Hen, avocat de M. Talansky.

Le bureau du procureur a fait valoir pour sa part que le témoignage de M. Talansky n'était qu'un élément du faisceau de présomptions qui pèsent sur M. Olmert.

Le quotidien *Maariv* a de son côté publié hier in extenso sur sept pages le verbatim de l'interrogatoire de M. Olmert par la police le 2 mai, dans lequel il apporte des réponses confuses ou fuyantes au sujet des versements en liquide de M. Talansky.

AFGHANISTAN

Neuf policiers afghans tués dans une frappe étrangère

Neuf policiers afghans ont été tués dimanche dans le bombardement d'un poste de police par les forces internationales dans l'ouest de l'Afghanistan, lancé à la suite d'une confusion, ont annoncé les autorités locales.

Des combats ont éclaté tôt dimanche dans la province de Farah lorsque des policiers d'une part, des soldats afghans et des forces internationales d'autre part se sont pris réciproquement pour des talibans, a déclaré le gouverneur provincial adjoint, Mohammad Younus Rasouli. La police a ouvert le feu sur les soldats étrangers et afghans, qui ont réclamé un soutien aérien, a-t-il poursuivi. «L'Isaf (la Force internationale d'assistance à la sécurité de l'Otan) a bombardé le poste de police, tuant neuf policiers et en blessant cinq autres», a affirmé le responsable local.

L'Isaf a pour sa part indiqué que l'opération avait été menée par la coalition sous commandement américain, l'autre force internationale présente en Afghanistan. La coalition a confirmé qu'un incident s'était produit et indiqué mener une enquête. Les forces étrangères et afghanes ont plusieurs fois été accusées d'un défaut de coordination, à la suite d'épisodes meurtriers où elles avaient ouvert le feu contre leur propre camp.

Au début du mois, un hélicoptère britannique avait ouvert le feu et blessé par erreur neuf soldats britanniques, dans la province de Helmand (sud), selon le ministère de la Défense. Par ailleurs, l'Isaf a annoncé avoir tué par accident quatre civils dans la province de Paktika (est), suite au tir de deux obus de mortier qui ont atterri à près d'un kilomètre de leur cible. Quatre civils ont été tués «accidentellement» par ce tir, qui pourrait avoir fait trois autres morts, a indiqué l'Isaf dans un communiqué, précisant que quatre civils avaient été blessés. A plusieurs reprises, les forces internationales ont tué des civils par méprise.

La semaine dernière, la coalition menée par les Etats-Unis a annoncé avoir tué huit civils dans une frappe aérienne qui visait des talibans dans la province de Farah. Selon les autorités afghanes, neuf femmes et un garçon ont été tués. La coalition et l'Isaf enquêtent par ailleurs sur des informations de responsables afghans selon lesquelles 64 civils auraient été tués dans deux frappes lancées au début du mois dans le nord-est de l'Afghanistan. L'une de ces frappes a touché les participants à un mariage, tuant 47 personnes dont la mariée, selon les résultats d'une enquête demandée par le président Hamid Karzaï. Les talibans ont lancé une insurrection meurtrière depuis qu'ils ont été chassés du pouvoir à la fin 2001 par une coalition internationale emmenée par les Etats-Unis. Les violences ont redoublé d'intensité depuis près de deux ans malgré la présence de 70.000 soldats de deux forces multinationales, l'une de l'Otan (Isaf), l'autre sous commandement américain (Opération Liberté Immuable). Le chef de la police de la province de Helmand, Mohammad Hussien Andiwal, a annoncé dimanche la mort de deux talibans dans l'attaque d'un poste de police. L'explosion d'une bombe dans cette même province a par ailleurs tué trois enfants et blessé quatre autres personnes, a-t-il ajouté. Le ministère de la Défense a pour sa part annoncé que neuf «terroristes» avaient été tués par l'armée afghane sur la route entre Kaboul et Kandahar, la principale ville du sud du pays. Dans la semaine, l'armée a tué 18 talibans dans la province de Kandahar, a-t-il précisé.